

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: 18 (2003)
Heft: 11

Artikel: Le Sommet mondial sur la société de l'information : premier pas vers une véritable société de la connaissance et des savoirs partagés
Autor: Samassékou, Adama
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769959>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 27.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information: Premier Pas Vers une Véritable Société de la Connaissance et des Savoirs Partagés

■ Adama Samassékou*

Président du Comité
Préparatoire du SMSI
Président de l'Académie
Africaine des Langues
Ancien Ministre de
l'Education du Mali



Etre ici, à Berlin, ville si longtemps déchirée, et maintenant unifiée, me semble un symbole riche de sens: toute séparation a une fin, toute fracture peut être réduite, toute exclusion peut être abolie, si les hommes et les femmes qui en souffrent refusent de s'y résigner, s'ils luttent jusqu'à obtenir que le droit et les valeurs humaines fondamentales soient respectés.

Le mur de Berlin était bien visible et sa destruction a été une célébration historique de la liberté et de la solidarité. Mais il y a d'autres murs qui divisent les êtres humains. Ils n'ont pas la consistance matérielle d'un édifice que les bulldozers peuvent abattre, mais ils ont réussi, semble-t-il, à résister jusqu'à maintenant à tous les efforts pour les détruire. Il y a ceux qui mangent à leur faim, et ceux qui souffrent de dénutrition. Ils y a ceux qui sont en bonne santé, et il y a ceux qui sont constamment affaiblis par des maladies pourtant curables. Il y a ceux qui savent lire, et ceux qui ne le savent pas. Il y a les riches en information et les pauvres en information. Oui, il y a un monde de riches et un autre monde, celui des pauvres. Notre planète, que l'on dit mondialisée, est déchirée par de nombreuses fractures.

Dans un tel contexte, on peut se demander si l'organisation d'un Sommet Mondial sur la Société de l'Information est une priorité, s'il n'est pas un événement parmi tant d'autres dans le large éventail

des manifestations internationales. Je suis pour ma part persuadé du contraire et je souhaite aujourd'hui partager avec vous cette profonde conviction. Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information, en contribuant à combler la fracture numérique, ouvrira la voie à de nombreux autres processus unificateurs à l'échelle mondiale.

Vous le savez mieux que personne: nous sommes entrés dans une nouvelle société, symbolisée par l'ordinateur portable, le téléphone cellulaire, les satellites de télécommunication, les fibres optiques et l'Internet. Chacun peut – au moins en théorie – produire, enregistrer, traiter et diffuser l'information, sans limite de temps, de distance ou de volume (...).

Les fractures de la Société de l'Information

Malheureusement, malgré l'optimisme de certains, la plus grande partie de l'humanité est encore exclue de la Société de l'Information. Selon les chiffres les plus récents de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), il y avait en 2001, à peu près un ordinateur personnel pour 100 habitants en Afrique contre 26 pour les Amériques. La même année, on estimait le nombre d'utilisateurs d'Internet dans le monde à un demi milliard; mais, alors que l'on dénombrait environ 20 usagers d'Internet pour 100 habitants pour les Amériques, ce chiffre tombe à 4 pour 100 habitants en Asie. Le Net est encore l'affaire du Nord, des grands pays industrialisés, des riches. Avec 19% de la population mondiale, ils constituent 91% des utilisateurs d'Internet et 95,6% des serveurs Internet sont dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Et même dans les pays industrialisés, la fracture sociale laisse bien des citoyens en marge de la révolution numérique.

La fracture numérique n'est que l'aspect le plus visible d'un ensemble de fractures plus graves et plus profondes qui devraient préoccuper la communauté internationale.

La Société de l'Information ne se caractérise pas uniquement par la disponibilité des technologies: elle est un ensemble de phénomènes économiques, culturels, sociaux et politiques qui définissent une nouvelle étape dans l'histoire de l'Humanité.

De nombreux experts ont décrit ce bouleversement fondamental de l'histoire économique en distinguant les sociétés agraires, les sociétés industrielles et la société de l'information. Les premières se caractérisent par l'exploitation des ressources primaires, notamment l'agriculture et l'élevage, et des économies de subsistance, c'est-à-dire avec des taux de croissance quasiment stationnaires. La révolution industrielle, née en Angleterre à la fin du XVIII^e siècle, s'est répandue dans le monde occidental au XIX^e siècle. Elle se distingue par la production industrielle et l'utilisation de l'énergie (charbon, puis électricité) et des taux de croissance suffisants pour permettre l'accumulation de capital et une élévation sensible du niveau de vie des populations concernées. La Société de l'Information, pour sa part, se définit par l'utilisation de l'information et des connaissances, qui devient le moteur de la croissance. Pour reprendre des termes proposés récemment, on passe d'une économie au capital tangible à une économie au capital intangible.

Or, si les technologies de l'information et de la communication sont des outils indispensables à cet égard, l'essentiel n'est pas là: il est dans les personnes humaines qui créent et utilisent le savoir, qui représentent le capital intangible dont je parlais à l'instant. Les informations les plus pertinentes, les meilleures bases de données, les logiciels les plus performants, les programmes d'enseignement les plus perfectionnés ne servent à rien s'il n'y a pas les ressources humaines suffisamment formées pour les utiliser de manière productive. Je voudrais à cet égard citer d'autres chiffres extrêmement révélateurs, qui concernent l'alphabétisation, l'éducation et la production intellectuelle.

* Auszüge aus der Rede beim «World Library Congress: 69th IFLA General Conference and Council», Berlin 1.-9. August 2003. Gekürzt von Arbido-Redaktion.

Le rôle des bibliothèques dans la Société de l'Information*

Définition d'une bibliothèque au 21^e siècle

Une bibliothèque est un moyen d'accès à l'information, aux idées et aux œuvres de l'imagination.

Une expérience en bibliothèque peut contribuer à la compréhension du monde, faire découvrir le plaisir d'une histoire d'enfant, fournir un conseil pour installer et sécuriser une conduite d'eau ou écouter le témoignage d'une personne âgée pleine de sagesse.

L'origine des ressources financières de la bibliothèque lui confère un statut d'institution publique à part entière. Dédiée aux besoins d'une communauté qui définit son profil, la bibliothèque exerce une fonction démocratique en tant que point de rencontre public et sûr. Les bibliothèques sont adaptées à toutes les étapes de la vie d'un individu en tant que:

- lieux de découvertes
- moyens de formation continue
- sources d'informations générales, politiques et sociales
- réservoirs d'idées
- opportunités d'acquérir de nouvelles aptitudes
- centres socioculturels
- centres de ressources et d'études locales
- lieux de partage et d'épanouissement.

Les bibliothèques se présentent sous des formes variées. Elles déploient leurs services soit dans de grands immeubles conçus pour leurs fonctions spécifiques soit dans une pièce de leur institution mère ou dans de petites structures temporaires. Les bibliothèques mobiles fonctionnent grâce aux véhicules motorisés, aux bateaux, aux trains, aux trams et même à dos d'âne et de chameau. Beaucoup d'entre elles ont des structures hybrides. Elles présentent leurs collections et leurs services dans des espaces physiques et virtuels.

Le terme de bibliothèque s'applique souvent à la bibliothèque publique seule, alors qu'il en existe une quantité de types différents qui répondent aux besoins de groupes de clients divers. Elles sont présentes dans tous les pays du monde y compris dans les moins développés.

La plupart des pays ont une bibliothèque nationale souvent chargée de coordonner le réseau de ses diverses bibliothèques tout en exerçant sa mission traditionnelle d'acquisition, de conservation et de mise à disposition des documents. Les pays à structure politique fédérative comptent souvent des bibliothèques régionales qui jouent un rôle analogue au niveau local.

Un vaste réseau de bibliothèques publiques est présent dans la plupart des pays. Dans certains pays d'Afrique, la bibliothèque nationale coordonne le réseau des bibliothèques publiques. La taille des bibliothèques publiques va de la grande bibliothèque centrale au petit centre local et aux bibliothèques mobiles.

Les institutions de formation telles que les universités, les collèges et les écoles ont toutes des bibliothèques gérées en conformité avec la politique de leur autorité hiérarchique.

Dans certains pays, elles sont également ouvertes au public. En Europe de l'Est une grande bibliothèque universitaire joue parfois le rôle de bibliothèque nationale.

Les bibliothèques sont aussi présentes dans les administrations publiques, les instituts de recherche, les musées et dans diverses institutions privées. On les qualifie alors de bibliothèques spécialisées ou de bibliothèques d'étude.

Les bibliothèques sont indispensables aux individus et aux communautés dans leur recherche de point de vue critique, lorsqu'il s'agit de se forger une opinion ou de prendre sa vie en main. (...)

nologies conventionnelles comme la radio et la télédiffusion – je crois que la fracture de la connaissance ne s'arrête pas là. L'accès aux différents niveaux d'enseignement est aussi un indicateur de première importance. Une information brute est inutilisable sans un bagage de connaissances qui permet de l'exploiter. Les outils de traitement de l'information supposent un niveau élevé d'instruction pour effectuer des transactions de plus en plus complexes. Mais surtout l'économie de la connaissance, dans sa globalité, exige des populations de plus en plus formées pour améliorer la productivité et maintenir la compétitivité.

Quand on parle de la Société de la Connaissance, on ne prête pas assez attention, à mon avis, aux données pourtant connues des taux de scolarisation par niveau d'enseignement diffusées par l'UNESCO. Là encore, l'écart entre les riches et les pauvres est saisissant. En Europe, le taux de scolarisation pour l'enseignement secondaire est de 99%, et de 42% pour l'enseignement supérieur. Pour les pays en développement, il tombe respectivement à 51% et 10%. En Afrique sub-saharienne, il faut parler de 3,9% pour l'accès à l'enseignement supérieur et 26% pour l'accès à l'enseignement secondaire. Si vous me permettez, en tant qu'ancien ministre de l'éducation, je souhaite souligner qu'ici, on parle d'investissements lourds et à long terme. L'installation d'équipements informatiques ou de télécommunication peut se faire rapidement à des coûts unitaires accessibles. Mettre en place un système éducatif performant aux niveaux secondaire et supérieur exige pendant de longues années des efforts autrement conséquents, surtout pour les pays les plus pauvres. Savez-vous qu'un pays comme la Norvège consacre 7,7% de son produit national brut à l'enseignement public, ce qui représente presque 17% des dépenses gouvernementales. Comment combler l'écart avec les pays en développement dans ce domaine? Comment franchir cet immense fossé du savoir que constitue les différences de niveau d'éducation? Les enjeux ne dépassent-ils pas largement les questions de fourniture d'équipements? Je crois pour ma part que ces questions méritent d'être posées et se placent au cœur d'une réflexion sur la Société de l'Information. Nous y reviendrons.

Un troisième exemple – qui concerne la créativité - sera peut être encore plus significatif. Là encore, les experts sont d'accord sur l'importance de la créativité dans la Société du Savoir. Elle permet les gains de

* Von der Arbido-Redaktion gekürzte Fassung von «Le rôle fondamental des bibliothèques dans la Société de l'Information» → http://www.ifla.org/llli/wsis_a.html

Si le taux d'alphabétisation des pays de l'OCDE approche les 100%, celui des pays les moins avancés (PMA) est encore proche de 50%. Le taux d'alphabétisation de l'Asie du Sud est d'à peine 55%, pour une région qui regroupe presque 1 milliard et 400 millions d'habitants. Les pays en développement représentent 78% de la population globale avec un taux moyen d'alphabétisa-

tion d'environ 73%. Toutes ces données, établies par l'UNESCO, sont connues. Mais a-t-on cherché à en tirer les conséquences? Que signifie l'accès à Internet pour quelqu'un qui ne sait ni lire ni écrire?

Si les populations non alphabétisées sont presque automatiquement exclues de la révolution de l'information – malgré les efforts importants pour associer des tech-

productivité et assure les positions compétitives dans une économie globalisée. Les entreprises et les économies qui créent des connaissances sont donc mieux placées et s'installent durablement dans des situations dominantes. On pourrait à cet égard citer des chiffres sur les diplômés en science et en technologie ou sur l'exode des cerveaux (brain drain) qui affectent au premier chef les pays en développement. Mais plus significatives peut-être seront les données fournies par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). En 2002, près de 115 000 demandes internationales de brevets ont été soumises dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets. Les pays en développement totalisent environ 5000 demandes, soit 1/20^e. Faut-il préciser que le reste vient des pays développés, dont presque 40% pour un seul pays?

Je ne voudrais pas multiplier les statistiques de cet ordre. Je pense en effet que le message est clair: si le développement sans précédent des technologies de l'information et de la communication a déclenché le mouvement qui a mené à convoquer le Sommet Mondial sur la Société de l'Information, l'objectif fondamental de cette conférence est bien plus vaste: il s'agit d'examiner les moyens de mettre cette révolution technologique au service du développement humain. Il s'agit de lutter contre la fracture numérique, certes, mais surtout contre les fractures économiques et sociales à travers le monde. Les technologies ne sont pas une fin en soi. Les êtres humains, individuellement et collectivement, doivent être les bénéficiaires des progrès technologiques pour que se réalisent les objectifs de la Déclaration du Millénaire, adoptés par les représentants politiques de la planète dans le cadre de l'ONU. Il est clair, dans cette perspective, que les questions techniques doivent être abordées et résolues dans le cadre d'une problématique politique. C'est dans le même esprit que je vais tenter de cerner certaines thématiques du Sommet, encore à l'état d'ébauches dans le processus préparatoire, mais dont les conséquences risquent de dépasser les limites de notre vision.

La transition vers la Société de l'Information

Les technologies évoluent vite. Oui, les technologies de l'information et de la communication, si on les considère dans leur ensemble, ont progressé à un rythme extraordinaire. L'imprimerie, qui a remplacé le manuscrit, s'est vue concurrencée par la radio et la télédiffusion. Les postes ont vu

naître le télégraphe et le télex, déjà dépassé et presque disparu. Les ordinateurs ont remplacé à la fois les machines à écrire et à calculer. L'Internet, unifiant transmission et traitement de tout objet numérique, s'est imposé à une vitesse prodigieuse pour un

nombre incalculable d'applications. La Toile est devenue salle de classe, bibliothèque, bureau de poste, cinéma, librairie, disquaire, banque, agent de change, marché – y compris marché aux puces –, salle de vente, et j'en passe.

Das globale politische Umfeld der Auseinandersetzung um die Verfügung über Information*

(...) Dass ein Weltgipfel der UN über zwei Jahre hinweg zweigeteilt durchgeführt wird, ist ungewöhnlich oder sogar ein Novum. Schon die Rangelei im Vorfeld um den Austragungsort deutet an, dass Spannungen zwischen den Erwartungen der entwickelten Informationsgesellschaften und der «informationsarmen» Länder des Südens zu erwarten sind.

Interessen-Clash oder Interessenausgleich zwischen Entwicklungsländern und fortgeschrittenen Ländern?

Grob wird es darum gehen, inwieweit sich den Entwicklungsländern Chancen über konkrete Massnahmen eröffnen, die real existierende und sich bislang eher noch vertiefende digitale Spaltung in der Verfügung über den Zugriff auf die Informations- und Kommunikationsressourcen der Welt zu überwinden. Afrika will entsprechend in erster Linie das Thema des *Digital divide* bzw. der Entwicklungszusammenarbeit thematisieren (...). China und andere Länder wie Syrien wollen Themen wie «Free access, copyright, privacy» etc. ausklammern, also die Wertedebatte vermeiden.

Den weiter entwickelten Ländern geht es natürlich auch darum, Informations- und Kommunikationsinfrastrukturen weltweit verfügbar zu machen – eröffnen sich doch nur so die benötigten weltweiten Märkte für Telekommunikations-, e-Commerce-, Medien- und Unterhaltungsdienste jeder Art. Aber sie sind auch an der Wertedebatte interessiert und daran, welches die neuen wegweisenden Architekturen für die schon jetzt intensiv genutzten Netzwelten sein sollen: z.B. wie können Ansprüche an intellektuellem Eigentum auch in elektronischen Räumen gesichert, wie kann Sicherheit in den Netzen zur Abwehr von Missbrauch (Terror, Kinderpornographie) verstärkt werden, welche Infrastrukturen für Forschung und Ausbildung sind im elektronischen Umfeld angemessen, wer soll für die Kontrolle und Vergabe der Adressen im Internet zuständig sein, soll gar ein neuer zwischenstaatlicher oder internationaler, aber auf jeden Fall transparenter Mechanismus zur Steuerung und Koordination des Internets (Internet governance) entwickelt werden? (...)

Weltkommunikationsordnung – revisited?

Erst recht nicht ist entschieden, ob sich um WSIS herum eine neue Diskussion um eine Weltinformations- und -kommunikationsordnung entwickelt, die in der fatalen Zusitzung (...) Mitte der 1980er Jahre zum Austritt der USA aus der UNESCO geführt hatte. Vorerhand und offiziell ging es um die Sicherung der Freiheit der Medien vor staatlichem Eingriff und darum, sei es im Interesse der Entwicklungsländer, nicht länger im Informationsbereich fremdbestimmt zu bleiben; in Wirklichkeit ging es angesichts des sich entwickelnden Informationssektors als treibende Kraft der Weltwirtschaft um die Kontrolle der Entscheidungen über Nutzung und Verfügung über Informations- und Netztechnologien und über die Kontrolle des weltweiten Datenverkehrs. Ältere I+Dler werden sich an den «Nebenschauplatz» der Informationskriege um den Zugriff auf wirtschaftsentscheidende Datenbanken wie Chemical Abstracts erinnern.

Fast schon grotesk, wie sich an der doch so harmlos erscheinenden Debatte um ein neues Grundrecht, nämlich um das «right to communicate», die alte Kontroverse wieder neu zu entzünden scheint. Wer hätte heute bei den jüngeren Streitern aus der Zivilgesellschaft daran gedacht, dass mit dem in elektronischen Räumen doch selbstverständlichen Kommunikationsrecht Zensur, staatlicher Eingriff in die Freiheit der Medien assoziiert würde. Genau das aber geschieht wieder. Und wieder geht es in Wirklichkeit um den Fortbestand der Informationsprivilegien der westlichen Welt, vor allem um die Dominanz der US-amerikanischen Medien- und Informationswirtschaft, gegen den sich die «informationsarmen» Länder, erneut unterstützt von der UNESCO, mit dem Beharren auf den eigenen lokalen «Content» zur Wehr setzen wollen. Nicht nur «lesen» wollen sie, was ihnen an westlichen Informationsprodukten angeboten wird und für die sie bezahlen müssen, sondern sie wollen auch selber «schreiben» und sich mit anderen austauschen. Das passive «right to read» soll um die aktiven Rechte «right to write» und «right to communicate» ergänzt werden. (...)

Rainer Kuhlen

Lehrstuhl für Informationswissenschaft
im FB Informatik und Informationswissenschaft
an der Universität Konstanz
E-Mail: rainer.kuhlen@uni-konstanz.de

* Aus der Abhandlung «Weltgipfel Informationsgesellschaft – Interessenverflechtungen – auf dem Weg zum UN-Weltgipfel zur Informationsgesellschaft (WSIS)», gekürzt von der Redaktion Arbido

Ces transformations peuvent être perçues de manière à la fois négative et positive. Elles exigent des efforts considérables d'adaptation mais offrent aussi des possibilités immenses. Dans le domaine de l'éducation, on peut constater combien le métier d'enseignant a été bouleversé par ces mutations. De dispensateur d'un savoir figé, le professeur est devenu une personne ressource. Il n'est plus l'unique dépositaire des connaissances, mais celui qui aide à découvrir, à évaluer et à utiliser les sources du savoir.

Nous savons tous que les bibliothécaires, eux aussi, ont toujours voulu s'adapter aux révolutions technologiques. Dans une sorte de préfiguration de l'Internet – qui se caractérise par l'intégration entre le transport à distance et le traitement sur place –, les copistes de la bibliothèque d'Alexandrie reproduisaient systématiquement tous les manuscrits qui transitaient par le port. Aujourd'hui, l'imprimé, l'audiovisuel et le numérique sont disponibles sur un support unique, accessibles à tout moment, partout dans le monde. L'ancien rêve d'un instrument unique d'accès à l'universalité du savoir est en train de se réaliser. Les catalogues en ligne, les revues numériques, les livres élec-

troniques et les moteurs de recherche ont bouleversé les méthodes traditionnelles d'accès à l'information. Le danger n'est plus la pénurie d'information, mais la surabondance. La difficulté n'est plus de trouver de l'information, mais de sélectionner une information pertinente et de qualité. Vous étiez les spécialistes de la connaissance et vous êtes devenus les médiateurs du savoir. L'Internet a profondément transformé un grand nombre de métiers, mais en priorité tous ceux, dont le vôtre, qui sont liés à la production, la transmission et à la communication du savoir en général, y compris les savoirs traditionnels, les connaissances scientifiques, les produits culturels et artistiques. Je suis profondément convaincu que le rôle des bibliothèques et des services d'information dans le processus de création et de diffusion des savoirs et dans l'éducation formelle et informelle non seulement restera indispensable, mais prendra de plus en plus d'importance. (...)

Les enjeux du Sommet pour les professionnels de l'information

Première problématique, l'accès à l'information. Un large consensus existe désormais sur ce principe: l'accès à l'informa-

tion doit être universel et libre. Universel signifie ici que tous les hommes et toutes les femmes, partout dans le monde, doivent pouvoir accéder à l'information dont ils ou elles ont besoin. Ce principe général a des conséquences bien concrètes que l'on commence à entrevoir: un effort particulier doit être consenti pour un éventail très large de circonstances, circonstances géographiques, comme les zones rurales ou isolées, ou circonstances socio-économiques: les pays les moins avancés, les populations illettrées, les foyers à revenus modestes, les chômeurs, les minorités ethniques, les handicapés. La nécessité de développer les infrastructures et de fournir des services adaptés en toutes circonstances constitue un défi immense qui exige la mobilisation de ressources considérables. Le Sommet pourrait jouer et, semble-t-il, jouera un rôle crucial pour mobiliser la communauté internationale à cet effet. Pour vous, qui avez su déployer des services spécialisés pour des catégories défavorisées d'utilisateurs, je pense notamment aux bibliothèques rurales, hospitalières ou carcérales, ce souci d'universalité n'est pas nouveau. Je suis convaincu que ce thème de l'universalité de l'accès à l'information et les actions qui en découleront, viendront appuyer les efforts que vous avez consentis et que vous continuerez à déployer dans ce domaine. Vous savez que le programme *Information pour tous*, qui vient d'être créé à l'UNESCO, a été conçu dans cet esprit et coopère avec des organisations comme la vôtre à cette fin.

Universel et libre. L'accès à l'information doit être libre de toute entrave injustifiée. Les principes sont connus et intangibles. L'Article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme est sans ambiguïté et dénonce toute forme de censure. Pourtant, la mise en application est plus difficile. Vous en connaissez certains aspects, avec par exemple, les possibilités d'accès à des documents à caractère pornographique et les dangers des réseaux pédophiles. Le Sommet a commencé à débattre de ces questions et l'apport de votre expérience sera de toute première importance.

Plus généralement, le rôle des bibliothèques et des centres d'information semble devoir prendre de plus en plus d'importance en tant que lieu d'accès privilégié aux sources de l'information, pour au moins deux raisons. La première, c'est que les professionnels de l'information que vous êtes ajoutez de la valeur à l'information. Vous savez sélectionner l'information pertinente, évaluer la qualité des sources,

Meeting of content professionals in Lugano: An Alarming Observation*

Random connectivity, prohibitive telephone costs, outrageous prices for access to online scientific data, almost non-existent vocational training opportunities; these are but a few of the numerous obstacles that professionals encounter in developing countries when creating, processing, disseminating or preserving online information. The problem is even more acute in the least developed countries (LDCs).

Scientists, journalists, teachers, librarians and archivists in Africa, Asia, Latin America, and the Caribbean made this alarming observation at a meeting held from 14 to 16 March in Lugano (...). The meeting took place at the invitation of the Swiss commission for UNESCO and enabled some 70 experts from north and south to take note of the disastrous impact of the digital divide on these professions, without which the information society would exist in name only. The difficulty of access to information and knowledge that content professionals encounter while working in LDCs prevents them from participating actively in international cooperation in their respective fields. Further, their exclusion from the information society is also a burdensome handicap to social, economic, and cultural development in their countries, which are already at a terrible disadvantage, since information is at the heart of most sectors of human activity.

International professional organizations representing content professionals have welcomed the fact that the digital divide tops the list of concerns of the various bodies preparing the upcoming World Summit on the Information Society. However, some organizations fear that the Declaration and Plan of Action, to be adopted in Geneva next December, might be confined to a statement of principles and good intentions, with no follow-up. They want concrete action in the field, in everyday life. To this end, in close collaboration with many of their members from LDCs, they have prepared a series of national and regional projects accompanied with concrete measures. The implementation of such measures will make it possible to bridge the digital divide in their respective fields of competence. (...)

Alain Modoux
Swiss Executive Secretariat for WSIS
E-Mail: modoux@wanadoo.fr

* Auszüge aus dem Newsletter vom 22.4.2003, gekürzt von der Arbido-Redaktion

conseiller les utilisateurs selon leurs besoins, rechercher des informations précises et constituer des entités documentaires sur des longues périodes de temps. A une époque où, paraît-il, on peut tout trouver sur la Toile, j'ose croire que l'accumulation du savoir sur de longues périodes est une fonction de plus en plus nécessaire.

La seconde est liée à la qualité du contenu. Face à un déluge de messages à motivation commerciale, l'accès à un savoir objectif, méthodique et impartial devra rester une référence obligée.

Accéder aux outils technologiques est une condition nécessaire, mais certainement pas suffisante pour devenir un acteur à part entière de la Société de l'Information. Ceci nous mène à un second thème crucial identifié dans le processus de préparation, celui du développement des ressources humaines.

Les dimensions de ce thème sont également multiples. La Déclaration de Principes et le Plan d'Action ont déjà cité de nombreuses pistes à explorer. Le principe général est simple: on ne peut participer à la Société de l'Information que si on est capable d'utiliser et de produire de l'information. La première condition est évidemment de ne pas être illettré. Mais plus que la capacité de lire et d'écrire, la capacité d'utiliser l'Information est proportionnelle au niveau d'éducation. Plus on est instruit, plus on est capable d'utiliser les sources de la connaissance pour en produire de nouvelles. Les besoins en formation sont donc immenses. Comment prétendre

progresser vers la Société du Savoir sans un capital humain apte à exploiter les technologies de l'information et du savoir?

Les travaux préparatoires du Sommet ont déjà permis d'identifier quelques grandes zones d'action, et j'en citerai trois. Dans les domaines conventionnels de l'éducation – j'entends par là le système éducatif chargé de former à tous les niveaux les jeunes d'un pays – les technologies de la communication et de l'information offrent un éventail immense de possibilités pour améliorer non seulement le contenu des enseignements à tous les niveaux, mais aussi la gestion des systèmes éducatifs. Pour les autres domaines de l'éducation, notamment la formation à distance et la formation permanente, les technologies ont ouvert de nombreuses voies d'accès, puisqu'elles permettent de se libérer des contraintes de lieu et de temps jusqu'ici incontournables dans l'enseignement conventionnel. La troisième grande zone d'action, qui recoupe évidemment les deux autres, est celle qui concerne la formation aux technologies elles-mêmes; de l'initiation des usagers jusqu'à la formation de techniciens et d'ingénieurs qualifiés, en passant par la sensibilisation des autorités politiques, la multiplicité des enseignements à développer est considérable, surtout si l'on garde à l'esprit que de telles formations doivent tenir compte du contexte socio-culturel dans lesquelles elles sont dispensées.

La place des bibliothèques s'en trouvera affermie, j'en suis convaincu. Elles ont tou-

jours été les auxiliaires indispensables de tout processus d'enseignement, et devront le rester. Il ne suffit pas de penser naïvement, à mon avis – que tout le matériel pédagogique nécessaire à un enseignement donné sera disponible sous forme numérique avec le cours auquel est inscrit le client. La multiplicité des sources et la variété des documents devront continuer à servir tout projet pédagogique. Cette fonction restera nécessaire et il vous revient d'inventer les formes concrètes qu'elle devra assumer pour continuer à contribuer à un enseignement de qualité.

Ceci nous mène à un troisième point dont l'importance a été perçue dans le cadre du processus préparatoire, à savoir le développement de contenus locaux et des médias et la diversité culturelle et linguistique. La couverture mondiale que permettent les réseaux médiatiques et numériques d'information ne doit pas nous induire en erreur. Si la tendance vers la mondialisation peut nous sembler inéluctable, il n'en reste pas moins qu'une grande partie des besoins d'informations doit être satisfaite à d'autres niveaux: régional, national et local. Et ceci pour deux raisons.

En premier lieu, l'information et la connaissance transmise par les réseaux doit être adaptée à son auditoire: qu'il s'agisse de l'appartenance géographique et socio-linguistique, de la classe d'âge, de la catégorie socio-économique, du niveau d'éducation, du groupe socioprofessionnel, chaque individu et chaque groupe social a des besoins différents. Que l'on songe par

Anzeigen



■ Software - Entwicklung
■ Biblio- + Mediotheks Systeme
■ Hardware Competence Center
■ Kommunikation + Netzwerke

Intelligente Ausleihe
mit Barcode-Leser und Gebührenverwaltung

Komfortable Zusatzmodule
Massenmutationen - Publikumsabfrage - Barcode-Etiketten

Seit 1984 Ihr Partner für Bibliothekssysteme
PREDATA AG ■ Burgstrasse 4 ■ 3600 Thun ■ 033 225 25 55 ■ info@predata.ch ■ www.predata.ch



Umfassende Medienaufnahme
Div. Importformate, u.a. SBD - SVB - Triass - Von Matt

WebOPAC - Ihre Bibliothek
im Internet / Intranet

4179_2201

ation Mikrosave® mobile: Bestandenserfassung

und Scanning in einem Arbeitsgang bei Ihnen vor Ort

www.mikrosave.ch

mikrosave®
ist eine eingetragene Marke der Gubler Imaging

exemple à l'information médicale: un auxiliaire de santé dans un dispensaire médical dans une zone où sévit la malaria n'a pas les mêmes besoins d'information qu'un médecin hautement spécialisé dans une branche de la chirurgie.

En second lieu, les réseaux ne doivent pas être utilisés de manière passive et unilatérale. Le simple bon sens fait comprendre que tout un chacun par moments consomme et à d'autres moments produit de l'information. Ce serait humainement inconcevable que de larges segments de population restent exclusivement des consommateurs passifs de produits fabriqués par d'autres. La disponibilité de contenus locaux, adaptés à la demande, produits sur place en langue locale, est donc une nécessité incontournable. (...)

Une dimension particulièrement importante de cette question est la diversité culturelle et linguistique, à laquelle les bibliothécaires, sont, je crois, assez sensibles. La capacité de vivre et d'évoluer dans sa propre culture est un droit fondamental qui fait l'objet de l'article 27 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Poursuivant dans cette direction, l'UNES-

CO a adopté en 2001 une Déclaration vigoureuse qui rappelle l'importance de la diversité culturelle pour le développement et le rôle crucial de la diversité linguistique. L'article 5 stipule notamment que «toute personne doit ainsi pouvoir s'exprimer, créer et diffuser ses œuvres dans la langue de son choix et en particulier dans sa langue maternelle.» Les implications dans le domaine des technologies de la communication et de l'information sont immenses. Que l'on songe à la disponibilité des jeux de caractères, aux logiciels et outils de traitement des langues, la tâche est immense. (...)

Vous le savez sans doute, la diffusion très rapide en Europe de l'imprimerie à la fin du 15^e siècle, loin de renforcer l'usage de la langue dominante en Europe à l'époque, le latin, a au contraire favorisé le développement des langues nationales. J'ose espérer que s'il y a une volonté politique suffisante, il peut en être de même à l'échelle mondiale avec les technologies de l'information et de la communication. Alors que l'UNESCO estime que la moitié des quelques six mille langues parlées dans le monde sont en danger de disparition, je

vois là une immense chantier de sauvegarde qui peut – et doit – être entrepris à l'échelle mondiale.

Le quatrième thème qui a été identifié dans le processus de préparation du Sommet est celui de la création d'un environnement propice. Aux yeux des délégués, ce thème recouvre un vaste éventail de questions d'ordre juridique et réglementaire concernant les technologies de l'information et de la communication et leurs applications. Il est vrai que beaucoup d'entre elles ne concernent pas directement votre profession, mais d'autres sont au cœur de vos préoccupations: la normalisation, la protection des consommateurs et le juste équilibre entre les droits de propriété intellectuelle et les besoins des utilisateurs. (...)

Les enjeux politiques du Sommet

(...) J'en suis convaincu, le système des Nations Unies évolue dans un sens positif et la préparation du Sommet en est un remarquable exemple: en effet, la résolution 56/183 «encourage [...] les organisations non gouvernementales, la société civile et le secteur privé à contribuer et à participer

Anzeige

Bibliothekssysteme

BiblioMaker besteht aus verschiedenen unabhängigen und interaktiven Modulen, welche die Gesamtheit der Ansprüche jedes Bereichs einer Bibliothek und Mediothek abdecken.

Verlangen Sie unsere kompletten Unterlagen mit CD-ROM für eine kostenlose Bewertung.

BiblioMaker wird seit 1987 durch Micro Consulting AG durchgehend entwickelt. Die Software wird durch ELSA Consultants AG, www.elsaco.ch, vertrieben.

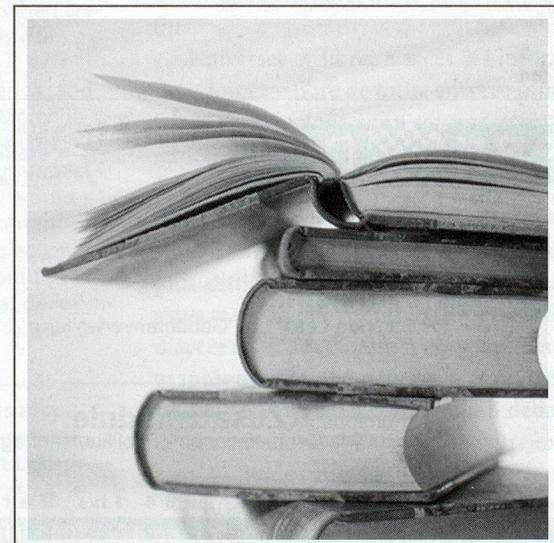
Logiciels pour Bibliothèques

BiblioMaker est composé de différents modules indépendants et interactifs, couvrant l'ensemble des besoins d'une bibliothèque ou d'un centre de documentation.

Demandez notre documentation complète incluant un CD-ROM pour une évaluation gratuite et sans engagement.

BiblioMaker est développé depuis 1987 par Micro Consulting SA. Le logiciel est distribué par ELSA Consultants SA, www.elsaco.ch.

BiblioMaker™



0800 822 228
www.bibliomaker.ch - info@bibliomaker.ch



activement au processus intergouvernemental préparatoire du Sommet et au Sommet proprement dit». Cette participation s'est établie dès la première réunion régionale, à Bamako, en mai 2002. De nombreuses organisations non gouvernementales sont venues faire entendre la voix de la société civile. Le processus s'est poursuivi avec les deux sessions du Comité préparatoire et le cycle des réunions régionales. L'IFLA, votre fédération, soit directement, soit par le biais de l'UNESCO, a fait connaître ses préoccupations et ses positions, contribuant ainsi de manière significative au processus de préparation du Sommet. Il s'agit, vous vous en doutez, d'une entreprise considérable. (...)

Le second volet de ma vision politique se propose de saisir l'occasion extraordinaire que constitue l'organisation en deux phases, la première à Genève, en décembre de cette année, et la seconde à Tunis, en novembre 2005. C'est la première fois que la communauté internationale propose un tel calendrier en deux périodes, alors que les autres sommets ont été des événements concentrés sur une seule période. Je considère cette approche particulièrement

adaptée aux objectifs du Sommet sur la Société de l'Information, car l'ampleur et la complexité des problèmes nécessitent, à mon avis, plus de réflexion et de temps. (...)

Dans la Société de l'Information, les règles du jeu doivent donner la priorité à la solidarité, et non pas à la loi du plus fort. C'est pourquoi je suis convaincu que nous avons devant nous un long travail de réflexion et de négociation qui devra aboutir à des arrangements et des accords au service de l'Humanité entière.

Car c'est bien de cela qu'il s'agit: le Sommet Mondial sur la Société de l'Information doit contribuer de manière significative à un mieux être de l'Humanité toute entière. Nous sommes dans un monde en profonde transformation et qui vit des tensions extrêmes. Certes, l'épouvantable conflit mondial qui a donné naissance aux Nations Unies est loin de nous, mais notre planète est secouée de nombreuses crises de plus ou moins grande envergure. Ces crises sont dues aux inégalités criantes qui divisent les peuples, les nations et les groupes sociaux. J'en ai évoqué quelquesunes au début de ma présentation et vous

savez combien la liste pourrait être allongée. Mais voici que se présente à nous une occasion historique unique: nous pouvons, si nous le voulons, progresser de manière spectaculaire vers plus de justice et d'équité.

Voici l'avenir la Société de l'Information, la Société de la Communication entre les personnes humaines, la Société de la Connaissance et des Savoirs partagés, et surtout, la Société de la Solidarité de tous les habitants de notre planète. Informations et connaissances peuvent déjà être échangées, partagées, communiquées sur les réseaux mondiaux; tous les citoyens du monde pourront demain, si nous en prenons les moyens, dialoguer librement, partager leurs connaissances et leurs savoir-faire et s'enrichir réciproquement par des échanges culturels. Ils pourront construire une nouvelle solidarité établie sur une meilleure compréhension mutuelle. Ils pourront peut-être choisir, enfin, des objectifs communs respectant la liberté et la dignité de tous. Ainsi, ce Sommet posera la première pierre d'une nouvelle maison pour l'Humanité, la Maison de la Solidarité Universelle et de la Paix. (...)

World Summit on the Information Society

IFLA / FAIFE-Weltreport 2003

Weitgehende Polarisierung zwischen armen und reichen Ländern

Weltweit besteht ein bedeutender «Digital divide» beziehungsweise eine weitgehende Polarisierung zwischen informationsreichen und informationsarmen Ländern. Dieser wurde in dem auf der IFLA Berlin vorgestellten «The IFLA/FAIFE World Report 2003: Intellectual Freedom in the Information Society – Libraries and the Internet» von Stuart Hamilton und Susanne Seideling* nach Inter-

net-Anschlüssen in Bibliotheken (unterteilt nach öffentlichen und «Forschungsbibliotheken») gemessen.

Die bestehende Polarisierung im Internet-Zugang wird bereits in einer globalen Betrachtung sichtbar:

- *Indikator für den Rückstand der armen Länder:* Weniger als jedes zweite der befragten 86 Länder (45%) hat in nur 0–20% seiner Bibliotheken Internet-Anschlüsse installieren können. Noch in jedem fünften Land (21%) müssen 0–20% der Forschungsbibliotheken ohne Internet-Anschlüsse auskommen.
- *Indikator für den Vorsprung der reichen Länder:* 21% der Länder richteten in

81–100% ihrer Öffentlichen Bibliotheken Internet-Anschlüsse ein. Fast die Hälfte der Länder (45,3%) installierten in 81–100% ihrer Bibliotheken Internet-Anschlüsse.

Die bestehende Polarisierung wird noch deutlicher, wenn man sich einzelnen Weltregionen zuwendet (siehe Tabelle S. 12). Wie zu erwarten, stehen den reichen Weltregionen in Nordamerika, Australien, Nord- und Westeuropa sowie Teilen Ostasiens von Singapur bis Japan ärmere und weit ärmere Weltregionen in Ost- und Südeuropa, Lateinamerika, Asien und vor allem in Afrika und Teilen Ozeaniens gegenüber.

* E-Mail: susanne.seideling@ifla.org